



**Décision n° 2016-DC-XX de l'Autorité de sûreté nucléaire du XX 2016 reportant au 2 novembre 2017 la date limite de remise du rapport de conclusion du réexamen périodique de l'INB n° 118 et modifiant la décision n° 2012-DC-0302 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 juin 2012 fixant à AREVA NC des prescriptions complémentaires applicables aux installations nucléaires de base n° 33 (UP2 400), n° 38 (STE2), n° 47 (ELAN IIB), n° 80 (HAO), n° 116 (UP3-A), n° 117 (UP2 800) et n° 118 (STE3) situées sur le site de La Hague (département de la Manche) au vu des conclusions des évaluations complémentaires de sûreté (ECS)**

L'Autorité de sûreté nucléaire,

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 592-21, L. 593-10, L. 593-18 et L. 593-19 ;
- Vu le décret du 12 mai 1981 modifié, autorisant AREVA NC à créer une station de traitement des effluents liquides et des déchets solides dans son établissement de La Hague, dénommée STE3 (département de la Manche) ;
- Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;
- Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;
- Vu la décision n° 2012-DC-0302 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 juin 2012 fixant à AREVA NC des prescriptions complémentaires applicables aux installations nucléaires de base n° 33 (UP2 400), n° 38 (STE2), n° 47 (ELAN IIB), n° 80 (HAO), n° 116 (UP3-A), n° 117 (UP2 800) et n° 118 (STE3) situées sur le site de La Hague (département de la Manche) au vu des conclusions des évaluations complémentaires de sûreté (ECS), notamment sa prescription [ARE-LH-02] ;
- Vu le courrier 2015-69356 du 9 janvier 2016 d'AREVA NC demandant la modification de l'échéance de remise du réexamen de sûreté de l'INB n° 118 (STE3) ;
- Vu « consultation du public en cours » ;
- Vu « consultation de l'exploitant en cours ».

Considérant que la décision du 26 juin 2012 susvisée prescrit à AREVA NC de transmettre le rapport de réexamen de l'INB n° 118 au plus tard le 31 décembre 2016 ;

Considérant que, dans son courrier du 9 janvier 2016 susvisé, AREVA NC demande le report de l'échéance de remise d'une partie du rapport de réexamen de l'INB n° 118 au 31 décembre 2017, au motif qu'elle a procédé depuis 2012 aux réexamens des INB n°s 33, 38, 47, 80, 116 et 117 et que les instructions en cours sur certaines de ces INB, et notamment de l'INB n° 117, lui seront profitables pour l'achèvement de la rédaction des parties concernant la réévaluation de sûreté et le bilan de conformité de l'INB n° 118 ;

Considérant que le décret du 2 novembre 2007 susvisé fixe à dix ans après sa publication au Journal officiel l'échéance de remise du rapport de conclusion du réexamen périodique ;

Considérant qu'AREVA NC a transmis à l'ASN un dossier d'orientation de son réexamen (DOR) en date du 30 juin 2016 et que son instruction est en cours pour un avis attendu fin 2016,

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Au quatrième alinéa du second paragraphe de la prescription [ARE-LH-02] de l'annexe à la décision du 26 juin 2012 susvisée, les mots « réexamen de sûreté », « réexamens de sûreté » et « 31 décembre 2016 » sont remplacés respectivement par les mots « réexamen périodique », « réexamens périodiques » et « 2 novembre 2017 ».

#### **Article 2**

La présente décision prend effet à compter de sa notification à l'exploitant.

#### **Article 3**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à AREVA NC et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le XX 2016.

Le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire<sup>1</sup>,

---

<sup>1</sup> Commissaires présents en séance